

territoire de la commune, lieudit Les Molles, figurant au cadastre sous le n° 635 p de la section A, tels qu'ils sont représentés par une teinte rose sur le plan approuvé.

Il sera pourvu au paiement de la dépense d'acquisition des terrains évalués à 31.400 francs à l'aide d'un emprunt d'égale montant que la commune a été autorisée à contracter.

La présente autorisation est accordée sous la réserve formulée par le conseil départemental d'hygiène concernant le comblement des puits.

Les expropriations à effectuer devront être accomplies dans le délai de deux ans à compter de la date du présent décret. Passé ce délai, toute nouvelle expropriation devra faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique.

**Décret du 23 février 1950 approuvant la cession aux chemins de fer algériens de diverses parcelles de terre communale du douar Aïn Nechma (commune mixte de l'Edough).**

Par décret en date du 23 février 1950, est approuvé aux clauses et conditions y annexées l'acte de vente susvisé, aux termes duquel le douar Aïn Nechma (commune mixte de l'Edough) cède aux chemins de fer algériens moyennant le prix de 172.391 F diverses parcelles de terrain du groupe communal n° 3 d'une superficie totale de 17 hectares 23 ares 94 centiares, et tels au surplus que ces immeubles figurent sur les plans annexés au présent décret.

**Remise de débets.**

Par arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 17 février 1950, il a été fait remise gracieuse à M. Molette (René), brigadier à la 131<sup>e</sup> C.R.S., de la somme dont il était redevable envers le Trésor public pour trop-perçu au titre du traitement pour la période du 1<sup>er</sup> février au 30 septembre 1945.

Par arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 17 février 1950, il a été fait remise gracieuse à M. Lamouche, gardien de la paix au corps urbain de Montpellier, sous réserve du versement de 28.000 F, de la somme dont il était redevable envers le Trésor public pour trop-perçu au titre des traitements et indemnités, pour la période du 16 juin au 31 août 1948.

**Institution du certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur d'entraînement physique spécialisé dans les corps de sapeurs-pompiers.**

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, et le ministre de l'éducation nationale,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé un certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur d'entraînement physique spécialisé dans les corps de sapeurs-pompiers. Ce certificat sanctionne une formation physique et pédagogique de base adaptée aux unités de sapeurs-pompiers.

Art. 2. — Le programme et les épreuves de l'examen sont arrêtés en commun par le ministre chargé de l'éducation physique et des sports et le ministre de l'intérieur.

Ils comprennent, outre les matières et épreuves adaptées aux sapeurs-pompiers, le programme et les épreuves de l'examen d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive institué par l'arrêté du 10 septembre 1946 ou un programme et des épreuves jugés au moins équivalents.

Art. 3. — Les épreuves sont passées devant un jury désigné par le ministre chargé de l'éducation physique et des sports et le ministre de l'intérieur. Les modalités de formation des candidats et d'organisation de l'examen seront l'objet d'instructions arrêtées en commun par les deux ministères.

Art. 4. — Le certificat prévu à l'article 1<sup>er</sup> confère les titres et les avantages attachés au brevet d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive institué par l'arrêté du 10 septembre 1946.

Art. 5. — Le directeur général de la jeunesse et des sports et le préfet, directeur de l'administration générale, départementale et communale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 février 1950.

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,  
HENRI QUEUILLE.

Pour le ministre de l'éducation nationale :  
Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique,  
à la jeunesse et aux sports,  
ANDRÉ MORICE.

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

**Décret n° 50-231 du 23 février 1950 portant transfert de crédits du budget du ministère de l'intérieur au budget du ministère de la défense nationale (secrétariat d'Etat aux forces armées, guerre) et répartition de ces crédits dans la nomenclature en vigueur depuis le début de l'exercice 1948.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, du ministre de la défense nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi n° 48-1347 du 27 août 1948, portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948, et notamment ses articles 24 et 31;

Vu la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 portant aménagement dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles);

Vu le décret n° 49-474 du 4 avril 1949 portant transfert de crédits du budget du ministère de l'intérieur au ministère de la défense nationale et ventilation de ces crédits dans la nomenclature en vigueur depuis le début de l'exercice;

Vu la loi n° 49-1040 du 1<sup>er</sup> août 1949 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948, par la loi n° 49-1040 du 1<sup>er</sup> août 1949 et par des textes spéciaux, une somme totale de 63.325.000 F est définitivement annulée, conformément à l'état A ci-annexé.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, en addition aux crédits accordés par la loi n° 48-1347 du 27 août 1948, par la loi n° 49-1040 du 1<sup>er</sup> août 1949 et par des textes spéciaux, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 149.575.000 F et répartis conformément à l'état B ci-annexé.

Art. 3. — Sur les crédits ouverts au ministre de la défense nationale par la loi n° 48-1347 du 27 août 1948, par la loi n° 49-1040 du 1<sup>er</sup> août 1949 et par des textes spéciaux, une somme totale de 86.250.000 F est définitivement annulée, conformément à l'état C ci-annexé.

Art. 4. — Les crédits ouverts et annulés au budget de la défense nationale, conformément aux articles 2 et 3 ci-dessus, sont répartis dans la nomenclature en vigueur depuis le début de l'exercice, conformément à l'état D ci-annexé.

Art. 5. — Le ministre de la défense nationale aura à rendre compte de l'emploi des crédits ainsi transférés, dans les mêmes conditions que pour ceux de son propre budget.

Art. 6. — Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 février 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la défense nationale,

R. FLEVEN.

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,

HENRI QUEUILLE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

MAURICE-PETSCHÉ.

Le secrétaire d'Etat aux finances,

EDGAR FAURE.